



ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

ZOOM
TERRITORIAL

Bassin d'emploi d'Auray
1er trimestre 2024

Sommaire

P2 SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

P3 LE TAUX DE CHÔMAGE

P4-8 LA DEMANDE D'EMPLOI :

- p4 Principales évolutions
- p5 Profil de la catégorie A
- p6 Profil des catégories ABC
- p7 Les flux d'entrées et de sorties
- p8 Formation (entrées, accès à l'emploi)

P9 L'INDEMNISATION

P10-11 LES OFFRES D'EMPLOI :

- p10 Les offres d'emploi enregistrées
- p11 Les métiers en tension

P12-16 LE MARCHÉ DE L'EMPLOI :

- p12 Les embauches (DPAE)
- p13 Les reprises d'emploi
- p14 L'emploi salarié - Volumes
- p15 L'emploi salarié - Evolutions
- p16 L'intérim

P17-18 Annexes offres

P19 Annexes emploi salarié

P20-22 Annexes glossaire



- 60

C'est le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (DEFM cat. A) en moins depuis un an sur le territoire.

L'essentiel

TABLEAU 1 :

Chômage	T4 2023
Taux de chômage (zone d'emploi)	5,9%

Demandeurs d'emploi en fin de mois	T1 2024	évol. annuelle (T1 2024 // T1 2023)
DEFM catégorie A	3 423	-1,7%
DEFM catégories ABC	7 332	+1,0%
- dont DELD*	3 402	+5,6%

Flux (moyenne des 3 mois du trimestre)	T1 2024	évol. annuelle (T1 2024 // T1 2023)	évol. annuelle du cumul sur 12 mois glissants
Entrées sur les listes du chômage	614	-7,3%	-3,4%
Sorties des listes du chômage	696	-9,4%	-7,2%
Offres d'emploi (Pôle emploi) (1)	828	-9,5%	+3,8%

(1) offres de mars 2024 uniquement

Indemnisation	juil.2023	évol. annuelle
Bénéficiaires d'allocation en fin de mois	3 839	-0,6%

Marché de l'emploi	Nombre	évol. sur 1 an	évol. sur 5 ans
Etablissements (fin 2022)	3 500		
Salariés (fin 2022)	22 001	+1,0%	+14,7%
Intérimaires (Morbihan-4ème trimestre 2023)	10 042	-7,4%	

LE MARCHÉ DU TRAVAIL AU 1^{ER} TRIMESTRE 2024 EN BRETAGNE

1100 inscrits de moins en catégorie A par rapport au 4^{ème} trimestre 2023

Au 1^{er} trimestre 2024 en Bretagne, le nombre de demandeurs **d'emploi n'ayant** exercé aucune activité (catégorie A) **s'établit** en moyenne à 116 430. Ce nombre est en baisse de -0,9% sur un trimestre. En France métropolitaine ce nombre connaît un recul plus faible de -0,1%. Sur un an, le nombre **d'inscrits** en catégorie A diminue de -0,1% dans la région (niveau national : hausse de +0,4%).

Le nombre de demandeurs **d'emploi** tenus de rechercher un emploi et ayant exercé une activité réduite dans le mois (catégories B, C) augmente de +0,8% sur un trimestre et reste en augmentation de +1,8% sur un an.

Au total, la demande d'emploi globale (catégories A, B ou C) reste stable au 1er trimestre 2024 en Bretagne par rapport au trimestre précédent (France métropolitaine : +0,1%). Elle atteint, en moyenne sur le trimestre, 244 540 personnes. Sur un an, ce nombre augmente de +0,9% (+0,7% au niveau national).

Diminution des inscriptions pour les publics jeunes en catégories ABC

Au 1^{er} trimestre 2024, le niveau de la demande **d'emploi** (catégories A, B et C) reste stable chez les hommes comme chez les femmes par rapport au trimestre précédent. Sur un an la tendance est plus défavorable aux hommes : hausse de +1,8% contre +0,1% pour les femmes.

Par âge, ce trimestre est plus favorable aux jeunes (baisse de -0,6%) comparativement à la hausse de +0,1% pour les 25-49 ans et à la stabilité observée pour les 50 ans et plus. En un an en revanche, on observe une forte hausse chez les jeunes (+4,3% contre +0,3% pour les 25-49 ans et +0,7% chez les 50 ans et plus).

Le nombre de demandeurs **d'emploi inscrits depuis un an ou plus** augmente ce trimestre (+0,6%) et se situe à la hausse sur un an (+1,8%). Ainsi les demandeurs **d'emploi** de longue durée représentent désormais 44,7% des inscrits de catégories A, B ou C et voient leur part progresser de 0,4 point sur un an.

Hausse des entrées sur les listes du chômage, avec une augmentation plus importante des sorties

Les entrées à France Travail (A, B, C) au 1^{er} trimestre 2024 augmentent de +0,7% par rapport au trimestre précédent, et de +0,2% sur un an. Ce trimestre, les entrées pour fin de contrat augmentent de +0,6%, les démissions de +0,6%, les ruptures conventionnelles de +2,7%. À **l'inverse** les fins de mission **d'intérim** diminuent (-2,2%), ainsi que les réinscriptions rapides (-0,3%).

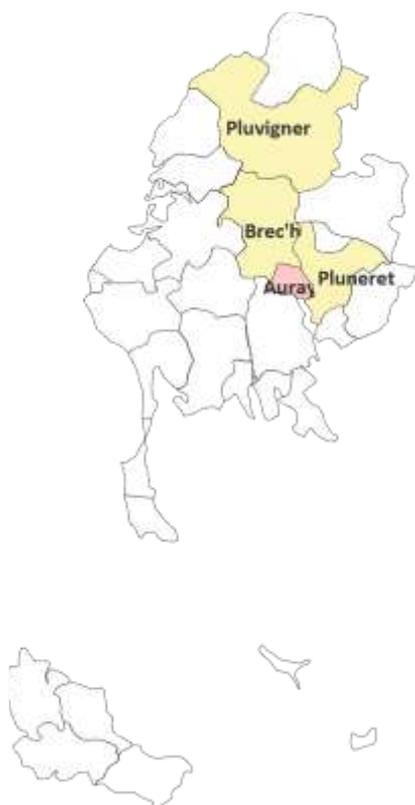
Parallèlement, les sorties de catégories A, B ou C augmentent de +2,4% sur le trimestre (+1,9% sur un an). Les cessations **d'inscriptions** pour défaut **d'actualisation** (+6,3%) et les arrêts de recherche (maladie, maternité, retraite : +3,8%) portent cette hausse ; à **l'opposé** les reprises **d'emploi** reculent de -3,9% et les entrées en stage ou en formation de -3,1%.

Au final ce trimestre les volumes **d'entrées** et de sorties sont sensiblement les mêmes (environ 25 000), ce qui explique la stabilité des inscrits sur les listes de France Travail au 1^{er} trimestre 2024.

TERRITOIRE D'ÉTUDE DU PRÉSENT DOCUMENT

Le territoire s'étend sur 30 communes et compte 103 407 habitants.

CARTE 1 : DÉCOUPAGE DE LA ZONE GÉOGRAPHIQUE PAR BASSIN D'EMPLOI ET COMMUNES



Nombre d'habitants :

0	à	4 999
5 000	à	9 999
10 000	à	19 999
20 000	et	+

LE TAUX DE CHÔMAGE

TABLEAU 2 :

COMPARAISON DES TAUX DE CHÔMAGE DE L'ÉCHELLE LOCALE À L'ÉCHELLE NATIONALE

4ème trimestre 2023	Taux de chômage (en %)	Evolution sur 1 trim. (en points)	Evolution sur 1 an (en points)
Zone d'emploi de Auray	5,9%	+0,0	+0,0
Côtes-d'Armor	6,4%	+0,0	+0,2
Finistère	6,4%	+0,0	+0,4
Ille-et-Vilaine	5,9%	+0,1	+0,5
Morbihan	6,0%	+0,0	+0,4
Bretagne	6,1%	+0,0	+0,4
France Métropolitaine	7,3%	+0,1	+0,4

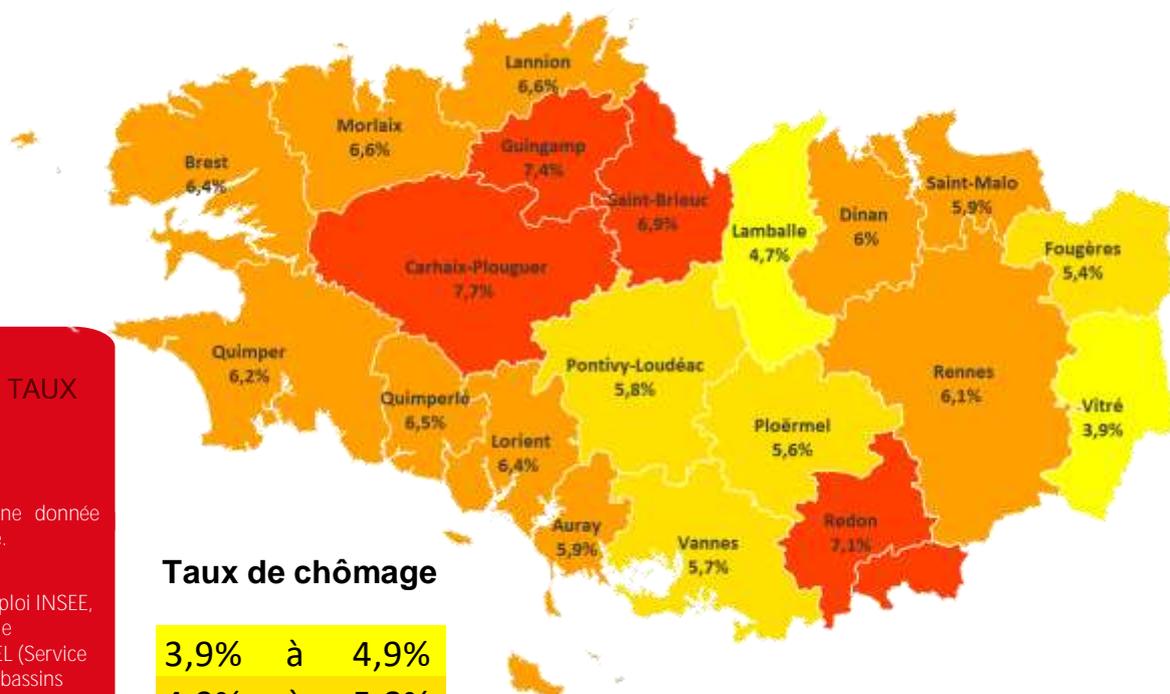
GRAPHIQUE 1 :

ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DU TAUX DE CHÔMAGE LOCAL



CARTE 2 :

TAUX DE CHÔMAGE PAR ZONES D'EMPLOI



DÉFINITION DU TAUX DE CHÔMAGE

Le taux de chômage est une donnée INSEE publiée chaque trimestre.

Il est disponible par zones d'emploi INSEE, découpage géographique dont le périmètre diffère des Zones SPEL (Service Public de l'Emploi Local) et des bassins d'emploi (définis par France Travail).

Le dénominateur du taux, qui représente la population active en âge de travailler, est obtenu via l'enquête emploi menée par l'INSEE.

Taux de chômage

3,9% à 4,9%

4,9% à 5,8%

5,8% à 6,8%

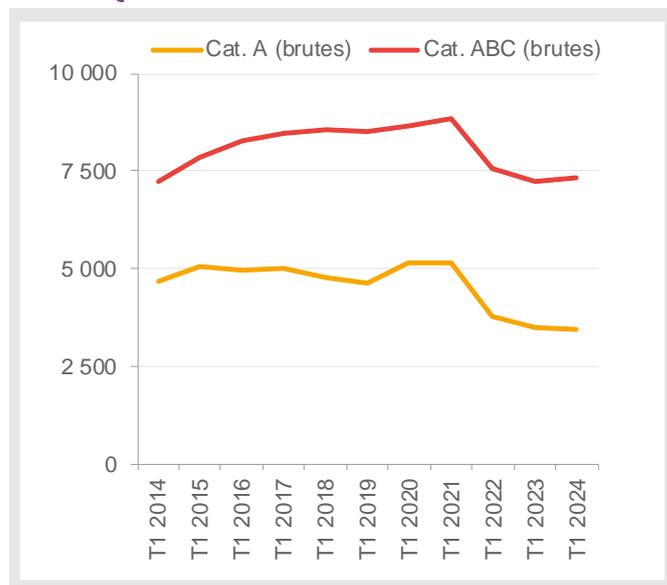
6,8% à 7,7%

© Source INSEE. Réalisation : Service Statistiques Pôle Emploi Bretagne

LA DEMANDE D'EMPLOI

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS

GRAPHIQUE 2 :
HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DES DEFM A ET ABC



7 332

(Données Brutes)

Demandeurs d'emploi sont inscrits en catégories ABC à la fin du mois de mars 2024.

3 423

(Données Brutes)

Demandeurs d'emploi sont inscrits en catégories A à la fin du mois de mars 2024.

TABLEAU 2 :

Evolution	Catégorie A		Catégories ABC	
		Evol. sur un an**		Evol. sur un an**
Auray (données brutes)		-1,7%		+1,0%
Morbihan (données CVS)		-0,5%		+1,0%
Bretagne (données CVS)		-0,1%		+0,9%

TABLEAU 3 :
DEMANDEURS D'EMPLOI PAR SEXE, ÂGE ET DURÉE D'INSCRIPTION AU CHÔMAGE

Données brutes	Cat. A	part %	Evol. annuelle	Cat. ABC	part %	Evol. annuelle
Hommes	1 745	51,0%	+1,2%	3 346	46%	+3,1%
Femmes	1 678	49,0%	-4,6%	3 986	54%	-0,6%
- 25 ans	409	12%	-1,0%	736	10%	-1,9%
25-49 ans	1 847	54%	-2,9%	4 229	58%	+1,3%
50 ans et +	1 167	34%	-0,1%	2 367	32%	+1,4%
DELD*	638	19%	-2,0%	3 402	46,4%	+5,6%
Total	3 423	-	-1,7%	7 332	-	+1,0%

TABLEAU 4 :
DEMANDEURS D'EMPLOI, DÉTAIL PAR CATÉGORIES

Données brutes	Nombre de DEFM	Evol. Annuelle	Poids
catégorie A	3 423	-1,7%	39%
catégorie B	1 467	+12,3%	17%
catégorie C	2 442	-1,1%	28%
catégorie D	552	-6,6%	6%
catégorie E	811	-7,7%	9%
Total	8 695	-0,4%	100%



MÉTHODOLOGIE ET DÉFINITION DE LA DEMANDE D'EMPLOI

** Pour les données brutes : Evolution du volume brut de demandeurs d'emploi entre fin mars 2024 et fin mars 2023.

** Pour les données CVS : Evolution de la moyenne mensuelle des demandeurs d'emploi entre janvier 2024 et mars 2024, par rapport à la moyenne mensuelle entre janvier 2023 et mars 2023.

La définition des catégories de demandeurs d'emploi (A, B, C, D, E) est disponible en annexes en fin de document.

LA DEMANDE D'EMPLOI

PROFIL DE LA CATÉGORIE A

GRAPHIQUE 3 :

LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A PAR TYPE DE PUBLIC : RÉPARTITION

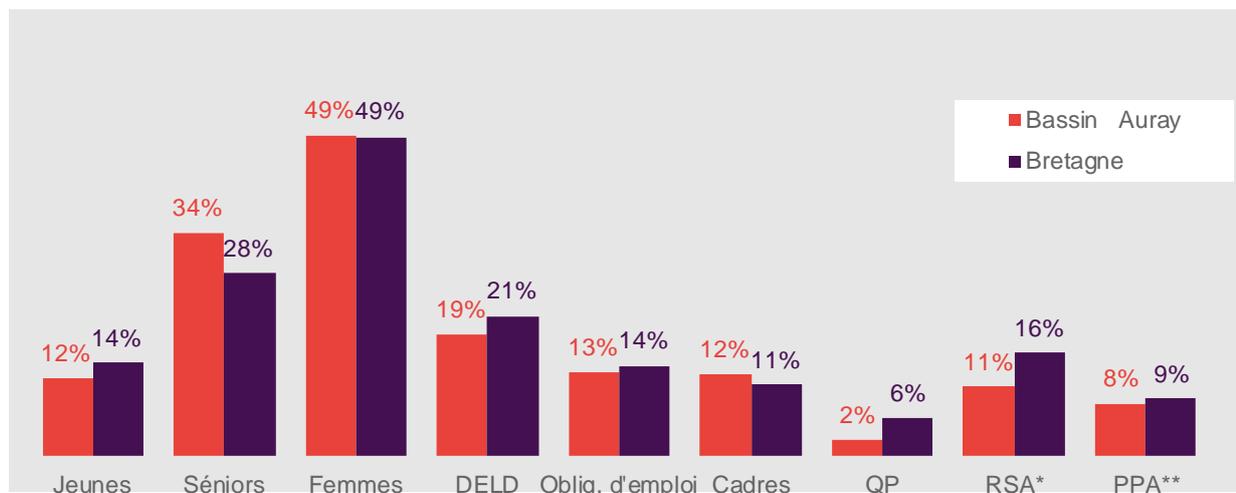


TABLEAU 5 :

LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A PAR TYPE DE PUBLIC : VOLUMES ET ÉVOLUTIONS

Population	Jeunes	Séniors	Femmes	DELD***	Obligation d'Emploi	Cadres	Quartier prioritaire	RSA (socle ou avec PPA)	PPA (hors RSA)**
Volume	409	1 167	1 678	638	440	427	81	360	276
Evol. annuelle	-1%	-0%	-5%	-2%	+7%	+13%	-9%	-10%	+5%
Evol. annuelle Bretagne	+5%	-2%	-1%	-0%	+1%	+5%	-7%	-4%	+1%

* RSA : RSA socle ou RSA avec PPA.

** PPA : Prime Par Activité versée aux demandeurs d'emploi (ici DE non RSA)

*** DELD : Demandeurs d'Emploi de Longue Durée inscrits depuis 1 an ou plus

Depuis janvier 2024, la part des Quartiers Prioritaires (QP) sont calculés hors QP indéterminé

TABLEAU 6 :

LES DEFM CATÉGORIE A SELON LA QUALIFICATION

Niveau de qualification	Total DEFM	%
Ouvrier non qualifié	137	4%
Ouvrier qualifié	193	6%
Employé non qualifié	705	21%
Employé qualifié	1 564	46%
Agent maîtrise / technic.	345	10%
Cadre	427	13%

TABLEAU 7 :

LES DEFM CATÉGORIE A SELON LE NIVEAU DE FORMATION

Niveau de formation	Total DEFM	%
Sans diplôme	203	6%
CAP ou BEP	1 098	32%
Bac ou Bac Pro	782	23%
Bac+2	580	17%
Bac+3 et plus	744	22%
Inférieur Bac	38%	
Bac et +	62%	

TABLEAU 8 :

LES DEFM CATÉGORIE A SUIVANT LE MÉTIER RECHERCHÉ : 10 PRINCIPAUX MÉTIERS

Métier recherché	Total DEFM	% Femmes	% jeunes	% séniors	% Defm > 1an
Secrétariat	89	92%	4%	54%	48%
Service En Restauration	82	51%	27%	10%	65%
Vente En Habillement Et Accessoires De La Personne	79	84%	18%	41%	53%
Accueil Et Renseignements	67	84%	7%	54%	51%
Vente En Alimentation	66	88%	18%	45%	55%
Mise En Rayon Libre-Service	65	43%	29%	22%	62%
Management Du Personnel De Cuisine	65	8%	12%	20%	77%
Entretien Des Espaces Verts	62	5%	16%	23%	65%
Magasinage Et Préparation De Commandes	57	26%	12%	23%	63%
Café, Bar Brasserie	53	42%	36%	15%	83%

LA DEMANDE D'EMPLOI

PROFIL DES CATÉGORIES A, B ET C

GRAPHIQUE 4 :

LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIES ABC PAR TYPE DE PUBLIC : RÉPARTITION

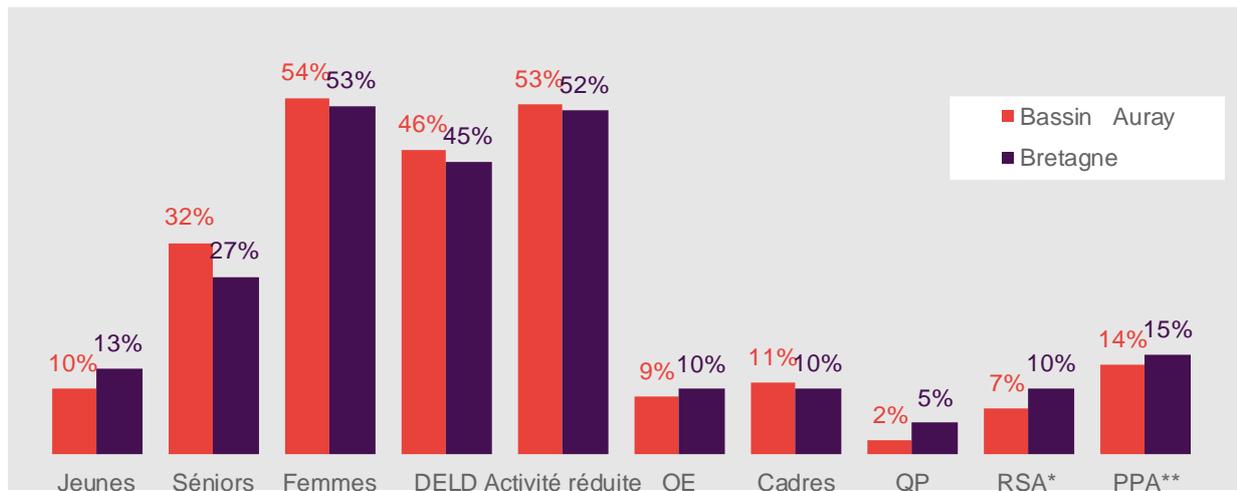


TABLEAU 9 :

LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIES ABC PAR TYPE DE PUBLIC : VOLUMES ET ÉVOLUTIONS

Population	Jeunes	Séniors	Femmes	DELD***	Activité réduite	Obligation d'Emploi	Cadres	Quartier prioritaire	RSA (socle ou avec PPA)	PPA (hors RSA)**
Volume	736	2 367	3 986	3 402	3 909	653	802	161	511	1 008
Evol. annuelle	-2%	+1%	-1%	+6%	+4%	+1%	+12%	-2%	-6%	+4%
Evol. annuelle Bretagne	+4%	+1%	+0%	+2%	0%	-3%	+8%	-9%	-2%	-1%

* RSA : RSA socle ou RSA avec PPA.

** PPA : Prime Par Activité versée aux demandeurs d'emploi (ici DE non RSA)

*** DELD : Demandeurs d'Emploi de Longue Durée inscrits depuis 1 an ou plus

Depuis janvier 2024, la part des Quartiers Prioritaires (QP) sont calculés hors QP indéterminé

TABLEAU 10 :

LES DEFM CATÉGORIES ABC SELON LA QUALIFICATION

Niveau de qualification	Total DEFM	%
Ouvrier non qualifié	268	4%
Ouvrier qualifié	400	6%
Employé non qualifié	1 336	18%
Employé qualifié	3 656	49%
Agent maîtrise / technic.	787	11%
Cadre	802	11%

TABLEAU 11 :

LES DEFM CATÉGORIES ABC SELON LE NIVEAU DE FORMATION

Niveau de formation	Total DEFM	%
Sans diplôme	398	5%
CAP ou BEP	2 159	30%
Bac ou Bac Pro	1 757	24%
Bac+2	1 297	18%
Bac+3 et plus	1 704	23%
Inférieur Bac : 35%		
Bac et + : 65%		

TABLEAU 12 : LES DEFM CATÉGORIES ABC SUIVANT LE MÉTIER RECHERCHÉ : 10 PRINCIPAUX MÉTIERS

Métier recherché	Total DEFM	% femmes	% jeunes	% séniors	% DELD	% en activité réduite
Assistance Auprès D'Enfants	248	99%	4%	52%	32%	80%
Secrétariat	188	96%	4%	44%	40%	53%
Service En Restauration	162	56%	27%	9%	68%	49%
Services Domestiques	148	97%	5%	53%	43%	66%
Vente En Habillement Et Accessoires De La Personne	143	87%	16%	34%	54%	45%
Vente En Alimentation	126	90%	16%	44%	54%	48%
Mise En Rayon Libre-Service	123	49%	28%	18%	57%	47%
Management Du Personnel De Cuisine	123	12%	11%	24%	70%	47%
Entretien Des Espaces Verts	120	8%	13%	27%	57%	48%
Accueil Et Renseignements	114	86%	4%	49%	46%	41%

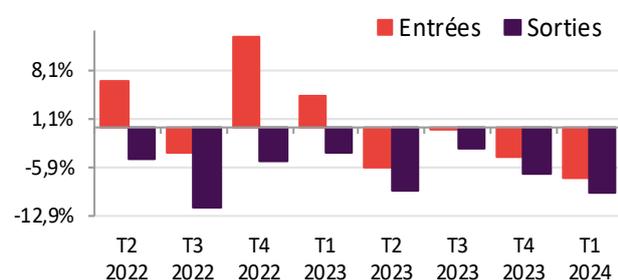
LA DEMANDE D'EMPLOI

LES FLUX D'ENTRÉES ET DE SORTIES

TABLEAU 13 :
COMPARATIF GÉOGRAPHIQUE DES ÉVOLUTIONS
DES ENTRÉES ET SORTIES

Evolutions en données brutes	Entrées		Sorties	
	Evol. annuelle du 1er trimestre 2024 (a)	Evol. annuelle du cumul des 12 derniers mois (b)	Evol. annuelle du 1er trimestre 2024 (a)	Evol. annuelle du cumul des 12 derniers mois (b)
Auray	-7,3%	-3,4%	-9,4%	-7,2%
Morbihan	-1,3%	-0,8%	+0,5%	-2,1%
Bretagne	+0,2%	+0,2%	+1,9%	-0,6%

GRAPHIQUE 5 :
ÉVOLUTION SUR UN AN DU
NOMBRE MOYEN D'ENTRÉES ET SORTIES



Guide de Lecture : Le nombre moyen mensuel d'entrées du 1er trimestre 2024 comparé au nombre du même trimestre 2023 est en baisse de -7,3%. Pour les sorties l'évolution est de -9,4%.

TABLEAU 14 :
RÉPARTITION DES MOTIFS D'ENTRÉE SUR LES LISTES DU CHÔMAGE

Entrées (données brutes)	Nombre moyen d'entrées (janv 2024- mars 2024)	Evolution annuelle (a)	Poids
Fin de contrat	141	-1%	23%
Fin de mission d'intérim	25	+12%	4%
Démission	44	+2%	7%
Rupture conventionnelle	68	+6%	11%
Licenciement éco.	14	+59%	2%
Autre licenciement	36	-20%	6%
Première entrée	11	-29%	2%
Retour d'inactivité	114	-16%	19%
Réinscription rapide	91	-15%	15%
Autres motifs ¹	39	-16%	6%
Motif indéterminé ²	30	-2%	5%
Total	614	-7%	100%

Autres motifs (1) : Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.
Motif indéterminé (2) : Autre motif d'inscription

Cumul entrées sur 12 mois (avr 2023- mars 2024)	Evolution annuelle (b)	Poids	Vol mensuel mars.24
2 428	-0%	30%	104
352	+3%	4%	24
493	+5%	6%	46
777	+0%	9%	61
120	+35%	1%	9
449	-24%	5%	38
224	-8%	3%	7
1 531	+3%	19%	123
1 019	-16%	12%	95
421	+8%	5%	26
399	-13%	5%	24
8 213	-3%	100%	557

TABLEAU 15 :
RÉPARTITION DES MOTIFS DE SORTIE DES LISTES DU CHÔMAGE

Sorties (données brutes)	Nombre moyen de sorties (janv 2024- mars 2024)	Evolution annuelle (a)	Poids
Absence	273	-9%	39%
Reprise d'emploi	159	-8%	23%
Formation	81	-24%	12%
Suspension	68	+29%	10%
Maladie	42	-7%	6%
Chgmt géo	20	-14%	3%
Arrêt recherche	28	-10%	4%
Retraite	9	-21%	1%
Autres cas	16	-38%	2%
Total	696	-9%	100%

Cumul sorties sur 12 mois (avr 2023- mars 2024)	Evolution annuelle (b)	Poids	Vol mensuel mars.24
3 353	-9%	41%	310
1 695	-6%	21%	174
978	-11%	12%	89
715	+3%	9%	86
511	-4%	6%	43
238	-7%	3%	14
303	+11%	4%	33
111	-16%	1%	11
191	-21%	2%	17
8 095	-7%	100%	777

(a) : Evolution sur 1 an de la moyenne mensuelle des entrées entre janvier 2024 et mars 2024 par rapport à la moyenne mensuelle entre janvier 2023 et mars 2023 (idem pour les sorties).

(b) : Evolution sur 1 an du cumul des entrées sur 12 mois de avril 2023 à mars 2024 par rapport au cumul sur 12 mois de avril 2022 à mars 2023 (idem pour les sorties).

LA DEMANDE D'EMPLOI

LES ENTRÉES EN FORMATION ET L'ACCÈS À L'EMPLOI

TABLEAUX 16 ET 17 :

LES ENTRÉES EN FORMATION : COMPARATIF GÉOGRAPHIQUE

Zones géographiques	Entrées en formation (a)	Evol. sur 12 mois glissants	Part des Jeunes	Part des Femmes	Part des 50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Part des financements Pôle Emploi	Part des formations de moins de 400 heures
Auray	1 510	-10%	16%	54%	23%	60%	20%	73%
Morbihan	11 567	-14%	16%	54%	20%	62%	18%	67%
Bretagne	52 719	-16%	18%	54%	18%	62%	18%	68%

LES ENTRÉES EN FORMATION : LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES DE FORMATION SUIVIS

Libellé des formations suivies	Entrées en formation (a)	Evol. sur 12 mois glissants	Part des Jeunes	Part des Femmes	Part des 50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Part des financements Pôle Emploi	Part des formations de moins de 400 heures
DEVELOPPEMENT PROFESSIONNEL ET PERSONNEL	295	+15%	12%	62%	35%	75%	4%	98%
TRANSPORT	185	-11%	19%	24%	15%	70%	16%	78%
Valeurs absentes	118	-31%	7%	58%	24%	53%	31%	97%
LANGUES	71	+0%	15%	39%	39%	56%	20%	72%
MANUTENTION	64	-30%	8%	16%	27%	64%	23%	100%
Autres Formations	777	-12%	19%	60%	18%	65%	25%	57%
Total des formations	1 510	-10%	16%	54%	23%	60%	20%	73%

(a) Demandeurs d'emploi entrés en formation entre février 2023 et janvier 2024.

NS : donnée non significative.

TABLEAUX 18 ET 19 :

VOLUME DES SORTIES DE FORMATION ET ACCÈS À L'EMPLOI DANS LES 6 MOIS SUIVANT LA FORMATION

Zones géographiques	Sorties de formation (b)	Evol. sur 12 mois glissants	Taux d'accès à l'emploi	Taux d'accès à l'emploi (c)					
				Jeunes	Femmes	50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Financements Pôle Emploi	Formations de moins de 400 heures
Auray	1 258	-8%	66%	67%	66%	60%	66%	69%	67%
Morbihan	9 368	-8%	64%	67%	63%	57%	63%	66%	65%
Bretagne	42 207	-9%	63%	65%	61%	55%	62%	66%	64%

SORTIES DE FORMATION ET ACCÈS À L'EMPLOI POUR LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES DE FORMATION SUIVIS

Libellé des formations suivies	Sorties de formation (b)	Evol. sur 12 mois glissants	Taux d'accès à l'emploi (c)	Taux d'accès à l'emploi***					
				Jeunes	Femmes	50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Financements Pôle Emploi	Formations de moins de 400 heures
TRANSPORT	184	+6%	74%	-	-	-	71%	-	75%
GESTION ORGANISATIONS	122	-28%	64%	-	-	-	-	-	64%
MANUTENTION	64	-20%	-	-	-	-	-	-	-
HOTELLERIE RESTAURATION	62	-	-	-	-	-	-	-	-
LANGUES	< 60	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Formations	826	+2%	59%	65%	65%	55%	63%	69%	64%
Total des formations	1 258	-8%	66%	67%	66%	60%	66%	69%	67%

(b) Sorties cumulées entre août 2022 et juillet 2023.

L'INDEMNISATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI (DONNÉES BRUTES)

Nombre d'indemnisés	3 839
Bassin d'emploi d'Auray :	
Part dans le département :	10%
Part dans la région :	2,6%

GRAPHIQUE 6 :
ÉVOLUTION ANNUELLE DES INDEMNISÉS

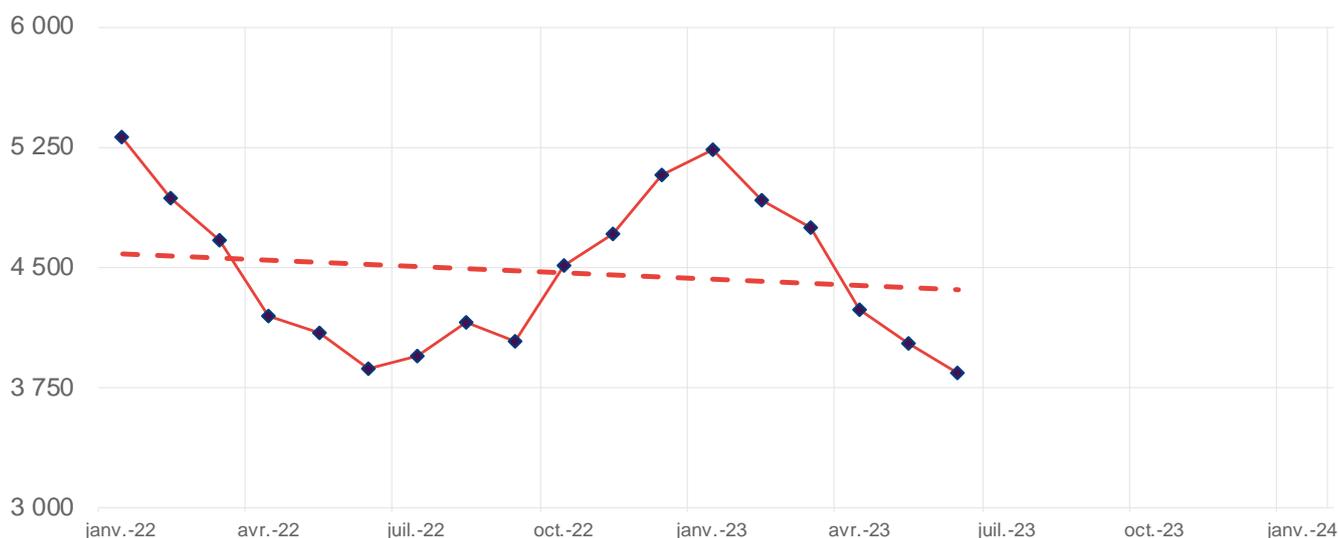
juin 2023	Evolution sur 1 an
Auray	-0,6%
Morbihan	+1,7%
Bretagne	+2,2%



PERSONNE INDEMNISÉE

Personne bénéficiant d'un droit à l'indemnisation (droit ouvert) en fin de mois, et percevant au moins un euro au titre du dernier jour du mois. Certaines informations ayant des conséquences sur le versement d'une allocation chômage (décisions d'admission, activité réduite, maladie, formations...) peuvent ne pas être connues au moment où le demandeur d'emploi actualise sa situation, en raison des délais de production et de transmission des pièces justificatives. Le nombre d'indemnisés à la fin d'un mois donné n'est donc connu de manière exhaustive qu'avec un certain délai : pour cette raison l'effectif des indemnisés est considéré comme définitif lorsqu'il est établi avec 6 mois de recul.

GRAPHIQUE 7 :
HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'INDEMNISÉS



NB : pour les CTEFI, l'historique est disponible seulement à partir de janvier 2022.

TABLEAU 20 : BÉNÉFICIAIRES EN FIN DE MOIS PAR RÉGIME D'ALLOCATIONS

Type d'allocations	juin 2023		
	BFM (bénéficiaires fin de mois)	évol. Annuelle	poids
Indemnisés Assurance Chômage (1)	3 468	-0,2%	84%
dont formation*	179	-4,3%	4%
dont CSP*	94	-	2%
Indemnisés Etat (2)	236	-15,7%	6%
dont formation	3	-50,0%	0%
Autres (3)	135	+27,4%	3%
dont formation	36	+16,1%	1%
Indemnisés (1)+(2)+(3) Bassin d'emploi d'Auray	3 839	-0,6%	100%
dont formation	218	-2,7%	5%

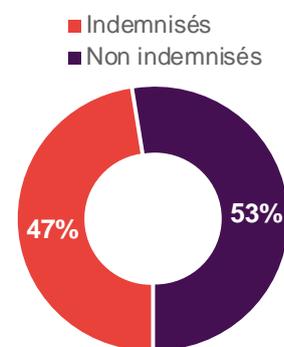
(1) Essentiellement indemnisés en ARE (hors convention de gestion)

* Les formations réalisées dans le cadre du dispositif CSP sont comptabilisées dans la ligne « dont CSP », mais pas dans la ligne « dont formation »

(2) Essentiellement indemnisés en ASS. Hors ATA1 (Allocation Temporaire d'Attente).

(3) ARE et AREF convention de gestion, RFPE (Rémunération Formation France Travail)

GRAPHIQUE 8 : PART DES INDEMNISÉS



indemnisés assurance
chômage + Etat + autres

% indemnisés = $\frac{\text{indemnisés assurance chômage + Etat + autres}}{\text{DEFM A+B+C+D+E}}$

LES OFFRES D'EMPLOI DÉPOSÉES À FRANCE TRAVAIL



MÉTHODOLOGIE

Les offres enregistrées sont ici localisées en fonction de la commune de l'établissement ayant déposé l'offre. Ceci explique certains écarts avec des indicateurs internes à France Travail, qui sur le thème des "offres enregistrées", sont calculés sur le bassin de suivi de l'offre.

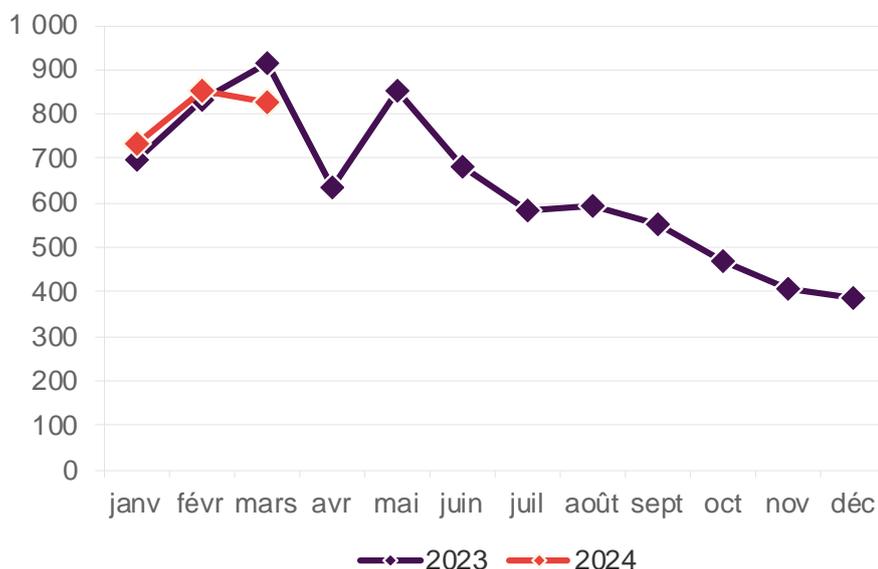
Depuis juillet 2013, des offres déposées auprès de partenaires de France Travail sont également publiées sur le site de France Travail. Le nombre d'offres publié ici ne correspond donc pas à l'ensemble des offres accessibles par les demandeurs d'emploi.

TABLEAU 21 : VOLUMÉTRIE DES OFFRES D'EMPLOI ET ÉVOLUTIONS

Données brutes	Résultats du mois		Depuis le 1er janvier		Sur les 12 derniers mois	
	mars-23	mars-24	2023	2024	Cumul 12m 2022	Cumul 12m 2023
Emploi durable (> 6mois)	397	313	1 106	994	3 286	3 062
Emploi temporaire (1 à 6 mois)	498	471	1 286	1 329	3 765	4 153
Emploi occasionnel (<1 mois)	20	44	50	90	234	350
Total offres collectées	915	828	2 442	2 413	7 285	7 565

	Ecart sur un an		Ecart sur cumul annuel		Ecart sur cumul 12 mois	
Emploi durable (> 6mois)	-84	-21,2%	-112	-10,1%	-224	-6,8%
Emploi temporaire (1 à 6 mois)	-27	-5,4%	+43	3,3%	+388	10,3%
Emploi occasionnel (<1 mois)	+24	120,0%	+40	80,0%	+116	49,6%
Total offres collectées	-87	-9,5%	-29	-1,2%	+280	+3,8%

GRAPHIQUE 9 : ÉVOLUTIONS MENSUELLES (DONNÉES BRUTES)



GRAPHIQUE 10 : OFFRES PAR TYPE DE CONTRAT

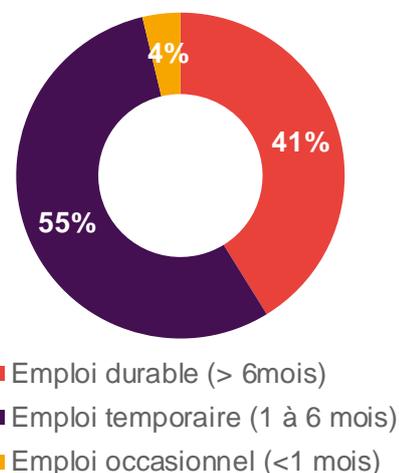


TABLEAU 22 : OFFRES D'EMPLOI SELON LE SECTEUR ÉCONOMIQUE

Secteur	Résultats du mois			Depuis le 1er janvier		
	mars-23	mars-24	Variations	2023	2024	Variations
Agriculture	30	30	0%	69	85	+23%
BTP	54	69	+28%	150	193	+29%
Industrie	77	86	+12%	250	267	+7%
Tertiaire	754	643	-15%	1 973	1 868	-5%
Total	915	828	-9,5%	2 442	2 413	-1,2%

LES MÉTIERS EN TENSION

La notion de « tension » consiste à rapprocher, pour chaque métier, l'offre et la demande d'emploi. Cette liste annuelle est issue d'une collaboration entre la DARES et France Travail. Voici présentés ici les 15 premiers métiers avec le plus d'offres.

TABLEAU 23 : LES MÉTIERS EN TENSION

Principaux métiers (présentés par nombre décroissant d'offres)	Offres	Origines potentielles de la tension						
		Intensité d'embauche	Manque de main d'œuvre	Durabilité de l'emploi	Conditions de travail	Inadéquation géographique	Spécificité emploi formation	
Personnel de cuisine	1 274	●	●	●	●	●	●	
Service en restauration	1 089	●	●	●	●	●	●	
Vente en alimentation	492	●	●	●	●	●	●	
Personnel d'étage	432	●	●	●	●	●	●	
Services domestiques	379	●	●	●	●	●	●	
Réception en hôtellerie	314	●	●	●	●	●	●	
Conduite d'équipement de production alimentaire	298	●	●	●	●	●	●	
Café, bar brasserie	283	●	●	●	●	●	●	
Plonge en restauration	270	●	●	●	●	●	●	
Magasinage et préparation de commandes	229	●	●	●	●	●	●	
Assistance auprès d'adultes	226	●	●	●	●	●	●	
Opérations manuelles d'assemblage, tri ou emballage	221	●	●	●	●	●	●	
Nettoyage de locaux	211	●	●	●	●	●	●	
Fabrication de crêpes ou pizzas	209	●	●	●	●	●	●	
Entretien des espaces verts	204	●	●	●	●	●	●	

La mention « Nouveau » peut apparaître en bout de ligne pour signaler la présence d'un métier qui n'était pas détecté comme en tension l'année précédente



MÉTHODOLOGIE

Afin de mieux comprendre les facteurs à l'origine de difficultés éventuelles de recrutement pour les entreprises, France Travail et la Dares ont également élaboré six indicateurs d'éclairage complémentaires qu'il convient d'avoir en tête pour l'analyse. ces indicateurs sont résumés sur une échelle de gradation des tensions en 3 niveaux : vert : faible, orange : moyen et rouge : élevé.

Plus d'information sur les origines des tensions dans les annexes (P.22)

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : LES EMBAUCHES

TABLEAU 24 : DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (DPAE) CUMULÉES SUR 12 MOIS

(période de avr-2023 à mars-2024) :

Volume de DPAE :	Hors intérim		Total (y compris intérim)	
	Volume	évol. annu	Volume	évol. annu
Auray	35 093	+2,0%	81 308	+8,4%
Morbihan	268 365	-0,0%	568 321	-2,4%
Bretagne	1 365 059	+1,4%	2 805 589	+0,8%

GRAPHIQUE 11 : DPAE DURABLES (CDI+CCD>6MOIS) PAR MOIS

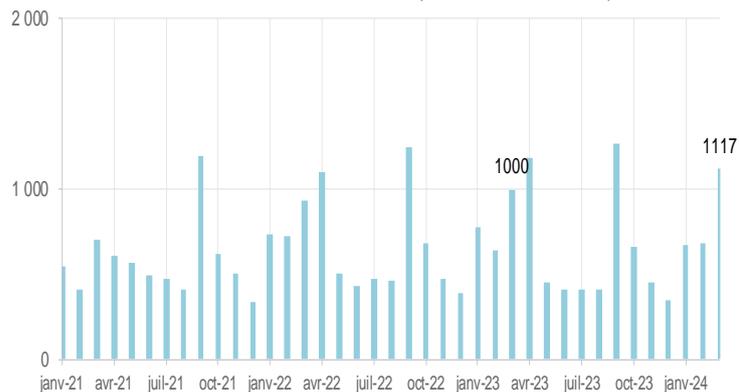


TABLEAU 25 : ÉVOLUTION DES EMBAUCHES SUIVANT LE TYPE DE CONTRAT

Type de contrat :	Bassin Auray					Bretagne		
	Volume (12 mois glissants)	période A-1	Evol. Annuelle	Poids	% des embauchés inscrits à Pôle emploi	Evol. Annuelle	Poids	% des embauchés inscrits à Pôle emploi
Emplois durables	8 047	8 193	-2%	10%	67%	-2%	11%	57%
<i>dont CDI</i>	4 821	5 060	-5%	6%	66%	-3%	8%	60%
<i>dont CDD +6mois</i>	3 226	3 133	+3%	4%	68%	+1%	3%	50%
Emplois temporaires*	9 696	9 497	+2%	12%	51%	-2%	7%	58%
Emplois occasionnels**	17 350	16 720	+4%	21%	58%	+4%	31%	61%
TOTAL HORS INTERIM	35 093	34 410	+2%	43%	58%	+1%	49%	60%
+ Contrats intérimaires :	46 210	40 609	+14%	57%	76%	+0%	51%	73%
TOTAL DPAE	81 308	75 019	+8%	100%	68%	+1%	100%	67%

*Contrats de 1 à 6 mois. **Contrats < 1 mois. * Période de avril 2023 à mars 2024.

TABLEAU 26 : ÉVOLUTION DES EMBAUCHES SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

Secteurs économiques	DPAE (hors intérim) - Bassin Auray						
	CDI	CDD +6 mois	CDD 1 à 6 mois	CDD < 1 mois	Total	Poids du secteur	% des embauchés inscrits à Pôle emploi
Les 10 principaux secteurs :							
Hébergement et restauration	908	1 298	3 755	4 032	9 993	28%	52%
Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles	999	426	1 750	2 361	5 536	16%	47%
Santé humaine et action sociale	327	81	538	3 464	4 410	13%	76%
Activités de services administratifs et de soutien	336	105	255	1 860	2 556	7%	77%
Arts, spectacles et activités récréatives	103	78	259	1 419	1 859	5%	75%
Agroalimentaire	360	168	865	371	1 764	5%	51%
Agriculture, sylviculture et pêche	106	15	118	1 079	1 318	4%	46%
Administration publique	27	229	435	417	1 108	3%	53%
Enseignement	62	98	135	778	1 073	3%	51%
Autres activités de services	156	149	338	419	1 062	3%	50%
Autres secteurs	1 437	579	1 248	1 150	4 414	13%	62%
Total (hors intérim)	4 821	3 226	9 696	17 350	35 093		58%



DÉFINITION

La DPAE est une déclaration obligatoire préalable à toute reprise **d'emploi**, effectuée au maximum 8 jours avant la date prévisible **d'embauche**.

L'ensemble des DPAE sont réceptionnées par France Travail quotidiennement (ACOSS) ou mensuellement (CCMSA). 70% sont exploitées, correspondant aux NIR certifiés des DE connus dans les 36 derniers mois. En moyenne plus de 90% des DPAE aboutissent à une embauche effective.

MÉTHODOLOGIE

Pour recenser le nombre de DPAE, la clé **d'entrée** retenue est le lieu de domiciliation de **l'entreprise** ayant fait une déclaration préalable à **l'embauche**. (En effet le but de cette page est avant tout **d'avoir** une meilleure vision du marché de **l'emploi** au travers des entreprises bretonnes). Les DPAE étant fortement saisonnières, les données sont cumulées sur 12 mois glissants afin de mieux visualiser la tendance globale.

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : LES REPRISES D'EMPLOI

TABLEAU 27 :

VOLUME TRIMESTRIEL DES REPRISES D'EMPLOI

Auray	4ème trim. 2023	Ecart sur 1 an	Evol. sur 1 an
Reprises d'emploi :	1 315	-34	-3%

TABLEAU 28 : LES REPRISES D'EMPLOI SUIVANT LEUR TYPE

Type de reprise d'emploi	Volume	Ecart sur 1 an	Evol. sur 1 an	Poids
Reprise déclarée	109	+1	+1%	8%
DPAE : CDD 1 à 3 mois	185	-10	-5%	14%
DPAE : CDD 3 à 6 mois	198	+15	+8%	15%
DPAE : CDD > 6mois	96	-2	-2%	7%
DPAE : CDI	337	+6	+2%	26%
Passage en activité réduite > 78h	376	-47	-13%	29%
Création d'entreprise	1	+1	+100%	%
Emploi via formation AFPR/POE	13	+2	+15%	1%
Total	1 315	-34	-3%	

TABLEAU 29 : LES REPRISES D'EMPLOI SUIVANT LE PROFIL DU DEMANDEURS D'EMPLOI

Profil	Reprises d'emploi	Part	Evol. sur 1 an	Taux de reprises d'emploi*
Hommes	599	46%	-2%	9%
Femmes	716	54%	-3%	10%
Jeunes	268	20%	+9%	16%
25-49 ans	793	60%	-8%	10%
Séniors	254	19%	+8%	6%
Chômeurs longue durée	391	30%	-4%	7%
Chômeurs < 1 an	924	70%	-2%	11%
Travailleurs handicapés	49	4%	-29%	4%
Non handicapés	1 266	96%	-0%	10%
RSA ou Prime d'activité	244	19%	-8%	10%
Non RSA/prime activité	1 071	81%	-1%	9%
Total	1 315	100%	-3%	9%

TABLEAU 30 : LES REPRISES D'EMPLOI SUIVANT LA QUALIFICATION

Niveau de qualification	Reprises d'emploi	Part	Evol. sur 1 an	Taux de reprises d'emploi*
Ouvrier non qualifié	42	3%	+20%	12%
Ouvrier qualifié	77	6%	+0%	11%
Employé non qualifié	234	18%	+2%	9%
Employé qualifié	648	49%	-3%	9%
Agent maîtrise / technicien	159	12%	+49%	12%
Cadre	136	10%	-3%	9%



* DÉFINITION DE L'INDICE DE REPRISE D'EMPLOI :

L'indice ou taux de reprise d'emploi mesure le nombre de reprises d'emploi au mois M parmi les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1.

Pour obtenir un indicateur robuste, les reprises d'emploi sont ensuite sommées sur un trimestre.

COMPOSITION DE L'INDICE DE REPRISE D'EMPLOI :

L'indice de reprise d'emploi se compose des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) issues de l'ACOSS et de la MSA, pour les CDI et les CDD d'au moins un mois.

Par ailleurs, pour les demandeurs d'emploi dont la DPAE n'est pas encore effective au moment du calcul, pour les DPAE < 1 mois, ainsi que pour les cas non couverts par les DPAE (salariés de droit public, particuliers employeurs), les fichiers France Travail permettent de compléter avec ces informations :

- sorties pour reprise d'emploi déclarée,
- bascules en catégorie C ou E,
- entrées en AFPR/POE.

Les règles de calculs sont appliquées de façon à éviter tout double compte.

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : L'EMPLOI CONCURRENTIEL (VOLUMES)

TABLEAU 31 : RÉPARTITION DES SALARIÉS ET ÉTABLISSEMENTS DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUES

83% des salariés sont regroupés dans 10 secteurs économiques (avec l'intérim 85%) :

Libellé des 10 principaux secteurs économiques	Salariés fin 2022			Etabs. fin 2022			Indice de spécialisation
	Vol.	Dont affiliés MSA	Poids %	Vol.	Dont affiliés MSA	Poids %	
Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles	4 460	1%	20%	697	1%	20%	1,2
Construction	2 432	0%	11%	466	0%	13%	1,3
Hébergement et restauration	1 959	0%	9%	451	0%	13%	1,8
Santé humaine et action sociale	1 865	3%	8%	147	1%	4%	0,9
Autres industries manufacturières	1 747	0%	8%	119	1%	3%	1,2
Agroalimentaire	1 586	0%	7%	132	1%	4%	0,9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 207	7%	5%	254	4%	7%	0,9
Activités de services administratifs et de soutien	1 129	49%	5%	255	40%	7%	0,9
Transports et entreposage	1 109	0%	5%	71	0%	2%	0,8
Autres activités de services	662	2%	3%	174	2%	5%	1,1
Intérimaires**	593	0%	3%	27	0%	1%	0,8
Autres secteurs	3 252	24%	15%	707	26%	20%	0,7
Total	22 001	7%	100%	3 500	9%	100%	1,0

Activités de services administratifs et de soutien (hors intérim)

** Il s'agit ici des intérimaires inscrits dans les établissements de travail temporaire du territoire.

Lecture : 20% des salariés se concentrent dans le secteur Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles. L'indice de spécialisation de ce secteur est de 1,2.

Source :



CARTE 3 : RÉPARTITION DES SALARIÉS PAR COMMUNE



Nombre de salariés :

0	à	999
1 000	à	2 499
2 500	à	4 999
5 000	et	+

© Réalisation : Service Statistiques France Travail - Bretagne

CHAMP D'ÉTUDE :

Les données de l'emploi concurrentiel sont mises à disposition par l'URSSAF. Les MSA d'Armorique et des Portes de Bretagne complètent les données du marché de l'emploi en fournissant les nombres de salariés et établissements relevant de leur propre régime.

Sont exclus des emplois concurrentiel : les administrations publiques, l'éducation non marchande, la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile.

INDICE DE SPÉCIALISATION :

Il permet, dans chaque territoire, de repérer les secteurs d'activité sur- ou sous-représentés par rapport à la région. Un indice de spécialisation > 1 signifie que le territoire est spécialisé dans l'activité : plus l'indice est élevé, plus le territoire est spécialisé.

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : L'EMPLOI CONCURRENTIEL (ÉVOLUTIONS)

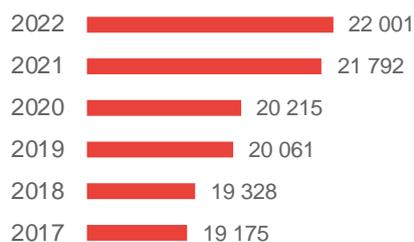
TABLEAU 32 : ÉVOLUTIONS DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE (SITUATION À FIN 2020)

Evolution annuelle données brutes	Auray		Morbihan		Bretagne	
	Evol. sur un an	Evol. sur 5 ans	Evol. sur un an	Evol. sur 5 ans**	Evol. sur un an	Evol. sur 5 ans**
Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles	+0,9%	+14,3%	+0,4%	+8,8%	+0,7%	+11,2%
Construction	+2,2%	+21,7%	+2,2%	+18,2%	+1,9%	+17,3%
Hébergement et restauration	+1,2%	+10,2%	+3,2%	+13,4%	+4,3%	+17,4%
Santé humaine et action sociale	-3,3%	+10,0%	+0,6%	+11,7%	+0,1%	+7,9%
Autres industries manufacturières	+2,2%	+16,2%	+1,4%	+5,6%	+0,7%	+6,4%
Agroalimentaire	+2,1%	+14,6%	+0,2%	+4,8%	-0,6%	+2,5%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	+7,0%	+45,1%	+3,5%	+24,2%	+4,8%	+23,4%
Activités de services administratifs et de soutien	+3,9%	+14,4%	+2,8%	+23,0%	+0,7%	+15,9%
Transports et entreposage	+5,1%	+12,4%	+0,6%	+4,1%	+0,5%	+5,7%
Autres activités de services	-4,3%	+5,2%	-0,5%	+8,3%	+1,4%	+5,3%
Intérimaires**	+15,8%	+26,4%	+4,4%	+12,9%	+1,3%	+7,7%
Autres secteurs	-4,1%	+8,0%	+4,2%	+12,6%	+2,9%	+11,5%
Total	+1,0%	+14,7%	+1,8%	+11,4%	+1,5%	+10,9%

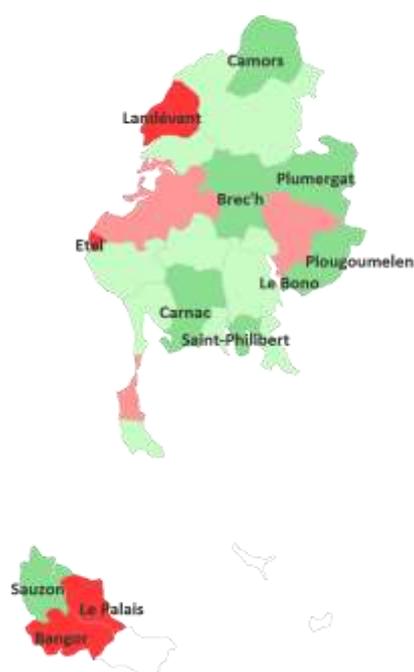
** Il s'agit ici des intérimaires inscrits dans les établissements de travail temporaire du territoire.

GRAPHIQUE 12 : LES VOLUMES ANNUELS DE L'EMPLOI SALARIÉ

Source :



CARTE 4 : ÉVOLUTION ANNUELLE DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR COMMUNE (2022 / 2021)



Evolution annuelle :

< -5%
-5% à 0%
0% à 5%
> 5%

© Réalisation : Service Statistiques France Travail - Bretagne

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : L'INTÉRIM (données départementales CVS*)

Intérimaires en ETP* **10 042**
Poids dans la région : **23%**

TABLEAU 33 :
ESTIMATION DES SALARIÉS INTÉRIMAIRES EN FIN DE MOIS

4ème trimestre 2023	Evol. sur un trimestre	Evol. sur 1 an
Morbihan	-2%	-7%
Bretagne	-2%	-7%



* DONNÉES CVS : Données corrigées des variations saisonnières.

* ETP : Equivalent temps plein. Les intérimaires sont recensés en fonction des établissements utilisateurs du territoire (et non pas des établissements de travail temporaire du territoire).

GRAPHIQUE 13 :
HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DU NOMBRE DE SALARIÉS INTÉRIMAIRES

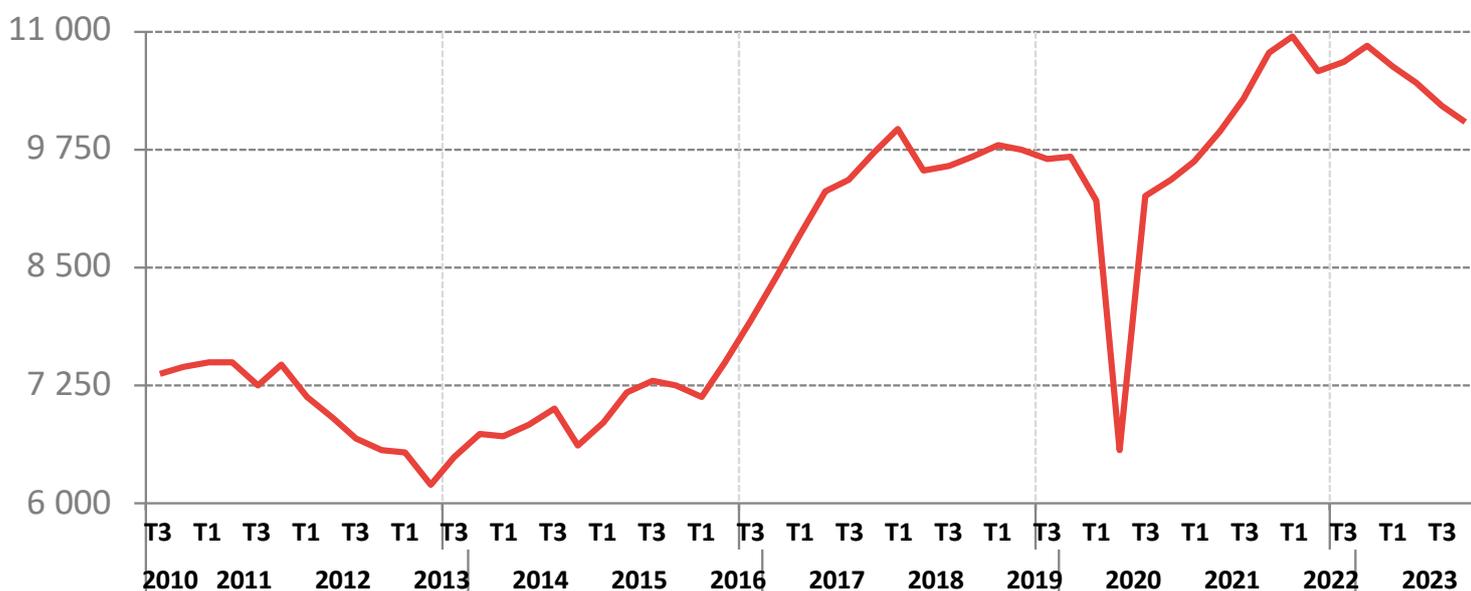


TABLEAU 34 :
LES PRINCIPAUX SECTEURS AYANT RECOURS À DES INTÉRIMAIRES (NOMENCLATURE NAF 17 POSTES)

Secteur d'activité	Volume	Evolution sur un trimestre	Evolution sur un an	Poids
Fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	3 529	-0%	-9%	35%
Construction	1 518	+1%	+2%	15%
Fabrication d'autres produits industriels	1 423	-3%	-10%	14%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	785	-4%	-9%	8%
Transports et entreposage	783	-8%	-15%	8%
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	732	-1%	-12%	7%
Autres activités de services	338	+8%	+5%	3%
Fabrication de matériels de transport	291	-2%	+24%	3%
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	256	-4%	-4%	3%
Cokéfaction et raffinage, Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets	181	-5%	-5%	2%
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques	105	-8%	-26%	1%
Agriculture	102	+1%	-11%	1%
Total (secteurs)	10 042	-2%	-7%	

ANNEXES

DÉTAIL DES OFFRES D'EMPLOI PAR MÉTIER

TABLEAU 35 : OFFRES : DU MOIS ; DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE ; ET EN CUMUL SUR LES 12 DERNIERS MOIS

Offres d'emplois enregistrées par métier en mars 2024	Volume	%/total	%emplois durables	Ecart / mars 23
Personnel De Cuisine	81	9,8%	12%	+53
Service En Restauration	60	7,2%	22%	+23
Personnel D'Étage	47	5,7%	26%	+24
Vente En Alimentation	46	5,6%	13%	+26
Opérations Manuelles D'Assemblage, Tri Ou Emballage	25	3,0%	4%	+10
Vente En Habillement Et Accessoires De La Personne	24	2,9%	0%	+9
Café, Bar Brasserie	23	2,8%	17%	+11
Services Domestiques	23	2,8%	39%	-6
Plonge En Restauration	21	2,5%	14%	+5
Mise En Rayon Libre-Service	17	2,1%	35%	-5
Sous-total 10 premiers métiers	367	44,3%	-	+150
Autres métiers	461	55,7%	-	-237
Total offres	828	100%	38%	-87

Offres enregistrées par métiers depuis le 1er janvier 2024	Volume	%/total	%emplois durables	Ecart 2024 // 2023
Personnel De Cuisine	199	8,2%	20%	+122
Service En Restauration	173	7,2%	30%	+59
Personnel D'Étage	119	4,9%	35%	+36
Vente En Alimentation	86	3,6%	38%	+20
Opérations Manuelles D'Assemblage, Tri Ou Emballage	84	3,5%	6%	+32
Café, Bar Brasserie	68	2,8%	26%	+24
Services Domestiques	59	2,4%	68%	-36
Conduite D'Équipement De Production Alimentaire	57	2,4%	39%	-11
Réception En Hôtellerie	55	2,3%	33%	+8
Vente En Habillement Et Accessoires De La Personne	50	2,1%	10%	+7
Sous-total 10 premiers métiers	950	39,4%	-	+261
Autres métiers	1 463	60,6%	-	-290
Total offres	2 413	100%	41%	-29

Offres enregistrées par métiers sur les 12 derniers mois	Volume	%/total	%emplois durables	Ecart sur 12 mois
Personnel De Cuisine	569	7,5%	26%	+233
Service En Restauration	510	6,7%	25%	+143
Personnel D'Étage	277	3,7%	36%	+51
Vente En Alimentation	260	3,4%	54%	+21
Services Domestiques	226	3,0%	42%	+5
Conduite D'Équipement De Production Alimentaire	209	2,8%	22%	+8
Opérations Manuelles D'Assemblage, Tri Ou Emballage	185	2,4%	10%	-71
Mise En Rayon Libre-Service	178	2,4%	37%	-4
Réception En Hôtellerie	155	2,0%	26%	+61
Plonge En Restauration	152	2,0%	28%	+25
Sous-total 10 premiers métiers	2 721	36,0%	-	+472
Autres métiers	4 844	64,0%	-	-192
Total offres	7 565	100%	40%	+280

ANNEXES

DÉTAIL DES OFFRES D'EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

TABLEAU 36 : OFFRES : DU MOIS ; DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE ; ET EN CUMUL SUR LES 12 DERNIERS MOIS

Offres d'emplois enregistrées par secteurs en mars 24	Volume	%/ total	%emplois durables	Ecart / mars 23
Activités Liées À L'Emploi	230	27,8%	27%	-84
Hébergement	144	17,4%	24%	+56
Restauration	129	15,6%	29%	+52
Commerce De Détail, À L'Exception Des Automobiles Et Des	51	6,2%	35%	+18
Administration Publique Et Défense - Sécurité Sociale Obligatoire	46	5,6%	15%	+24
sous-total 5 premiers secteurs	600	72,5%	-	+66
Autres secteurs	228	27,5%	-	-153
Total offres	828	100,0%	38%	-87
Zoom sur le secteur "Activités liées à l'emploi" (= l'intérim) :				
Les 3 principaux secteurs recruteurs dans l'intérim :	Volume		%emplois durables	Ecart / mars 23
Industrie	61		31,1%	-14
Commerce, vente, grande distribution	34		11,8%	-11
Construction BTP	29		17,2%	-22
Offres enregistrées par secteurs depuis le 1er janvier 2024				
	Volume	%/ total	%emplois durables	Ecart 2024 // 2023
Activités Liées À L'Emploi	624	25,9%	27%	-238
Hébergement	434	18,0%	31%	+138
Restauration	341	14,1%	42%	+89
Commerce De Détail, À L'Exception Des Automobiles Et Des	120	5,0%	48%	+23
Administration Publique Et Défense - Sécurité Sociale Obligatoire	111	4,6%	28%	+24
Total 5 premiers secteurs	1 630	68%	-	+36
Autres secteurs	783	32%	-	-65
Total offres	2 413	100%	41%	-29
Zoom sur le secteur "Activités liées à l'emploi" (= l'intérim) :				
Les 3 principaux secteurs recruteurs dans l'intérim :	Volume		%emplois durables	Ecart 2024 // 2023
Industrie	196		31%	-18
Transport et logistique	95		37%	-24
Construction BTP	90		24%	-50
Offres enregistrées par secteurs sur 12 derniers mois				
	Volume	%/ total	%emplois durables	Ecart sur 12 mois
Activités Liées À L'Emploi	1 635	21,6%	21%	-986
Hébergement	1 210	16,0%	28%	+458
Restauration	862	11,4%	39%	+90
Commerce De Détail, À L'Exception Des Automobiles Et Des	436	5,8%	50%	+83
Industries Alimentaires	429	5,7%	63%	+10
Total 5 premiers secteurs	4 572	60,4%	-	-345
Autres secteurs	2 993	39,6%	-	+625
Total offres	7 565	100,0%	40%	+280
Zoom sur le secteur "Activités liées à l'emploi" (= l'intérim) :				
Les 3 principaux secteurs recruteurs dans l'intérim :	Volume		%emplois durables	Ecart sur 12 mois
Industrie	477		30%	-266
Transport et logistique	247		20%	-101
Construction BTP	220		16%	-170

ANNEXES

L'EMPLOI SALARIÉ SUR LES 6 SECTEURS DOMINANTS

GRAPHIQUE 14 :
COMPARATIF GÉOGRAPHIQUE AVEC POUR BASE 100 L'ANNÉE 2016

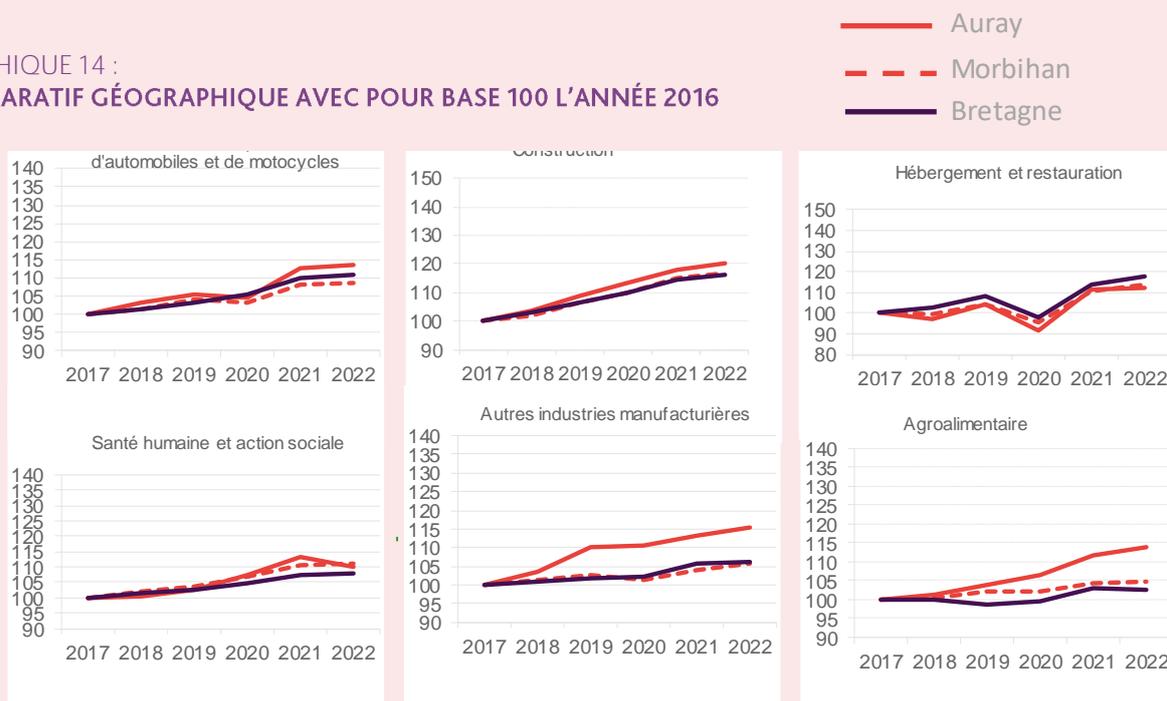


TABLEAU 37 : TOP 10 DES SECTEURS EN TERMES DE CRÉATIONS ET DE DESTRUCTIONS D'EMPLOIS

Créations d'emploi en 2022 par secteur d'activité (NAF 88 postes)	Gains annuels
Activités des sièges sociaux - conseil de gestion	79
Transports terrestres et transport par conduites	53
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	45
Restauration	34
Industries alimentaires	31
Activités sportives, récréatives et de loisirs	30
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	29
Autres industries manufacturières	28
Travaux de construction spécialisés	28
Génie civil	24
Autres secteurs (hors intérim)	207
Total (dont intérim)	669

Destructions d'emploi en 2022 par secteur d'activité (NAF 88 postes)	Pertes annuelles
Captage, traitement et distribution d'eau	-199
Action sociale sans hébergement	-49
Autres services personnels	-36
Culture et production animale, chasse et services annexes	-32
Activités de poste et de courrier	-17
Activités d'architecture et d'ingénierie - activités de contrôle et analyses techniques	-16
Hébergement médico-social et social	-14
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	-14
Réparation et installation de machines et d'équipements	-14
Pêche et aquaculture	-12
Autres secteurs (hors intérim)	-57
Total (dont intérim)	-460

ANNEXES

GLOSSAIRE

Le Chômage :

Taux de chômage	Donnée INSEE publiée trimestriellement, disponible par zones d'emploi (découpage géographique défini par l'INSEE). Le périmètre de ces zones d'emploi est différent de celui des zones d'emploi définies par le SPEL (Service Public de l'Emploi Local) ainsi que de celui des bassins d'emploi définis par France Travail. Le dénominateur du taux de chômage, qui représente la population active en âge de travailler, est obtenu via l'enquête emploi menée par l'INSEE.
------------------------	--

Le Marché du Travail :

DEFM	Demandeurs d'emploi en fin de mois :
catégorie A	tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.
catégorie B	tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi ayant exercé une activité réduite courte (≤ 78 heures au cours du mois).
catégorie C	tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (> 78 heures au cours du mois).
catégorie D	non tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi.
catégorie E	non tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).
DELD	Demandeurs d'emploi de longue durée. Il s'agit des demandeurs d'emploi au chômage depuis plus d'un an.
BOE	Bénéficiaires de l'obligation d'emploi. Il s'agit pour l'essentiel des travailleurs handicapés.
RSA + PA	Revenu de solidarité active + Prime d'Activité
QPV	Quartier Prioritaire de la ville
ZUS	Zone urbaine sensible.
Flux	Entrées / sorties des listes du chômage de France Travail :
DEE	Demande d'emploi entrante.
DES	Demande d'emploi sortie.
Taux d'écoulement	Par métier, exprime la potentialité à sortir du chômage sur un an. Vaut DES sur 12 mois / (DEE sur 12 mois + DEFM ABC de l'année précédente).
Offres d'emploi	Offres d'emploi collectées par les agences France Travail :
OEE	Offres d'emploi enregistrées.
ROME	Répertoire opérationnel des métiers et des emplois. Chaque code ROME correspond à un métier spécifique.
Taux de tension	Par métier, rapport de l'offre à la demande. Vaut $3/4$ (OEE sur 12 mois / DEE sur 12 mois) + $1/4$ (OEE sur 12 mois / moyenne des DEFM ABC sur 12 mois).

Indemnisation :

BFM	Bénéficiaires en fin de mois. Demandeurs d'emploi bénéficiant d'une allocation de l'assurance chômage ou du régime de solidarité.
Part des indemnisés	La part des indemnisés est le rapport entre les indemnisés (= indemnisés assurance chômage + indemnisés solidarité Etat, hors allocataires formation ou préretraite) et l'ensemble des demandeurs d'emploi potentiellement indemnisables (= DEFM ABCDE).

Méthodes statistiques :

CVS	Correction des variations saisonnières, ou "désaisonnalisation". Pour une série de données évoluant dans le temps, il s'agit de supprimer les effets saisonniers ou irréguliers afin d'en extraire la véritable tendance. Il s'agit d'une méthode de lissage.
12 mois glissants	Comparaison d'un cumul (ou moyenne) sur 12 mois avec le cumul (ou moyenne) sur les 12 mois correspondants de l'année précédente.

ANNEXES

GLOSSAIRE (SUITE ET FIN)

Méthodes statistiques :

CVS	Correction des variations saisonnières, ou "désaisonnalisation". Pour une série de données évoluant dans le temps, il s'agit de supprimer les effets saisonniers ou irréguliers afin d'en extraire la véritable tendance. Il s'agit d'une méthode de lissage.
12 mois glissants	Comparaison d'un cumul (ou moyenne) sur 12 mois avec le cumul (ou moyenne) sur les 12 mois correspondants de l'année précédente.

Marché de l'emploi :

NAF	Nomenclature d'activités française. Chaque code NAF correspond à un secteur d'activités spécifique. Plusieurs regroupements de secteurs existent, dans ce document sont utilisées les NAF en 88 postes (pour l'emploi salarié) et en 17 postes (pour l'intérim).
Emploi salarié	Emploi concurrentiel, source Urssaf / Acof. Sont exclus du marché de l'emploi concurrentiel les administrations publiques, l'éducation non marchande, la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. L'agriculture et une partie de l'industries agroalimentaires sont affiliées à la MSA.
Indice de spécialisation	Distinction de la surreprésentation ou de la sous-représentation d'un secteur d'activité sur une zone géographique donnée. Si cet indice est supérieur à 1, le territoire est spécialisé dans l'activité associée. Plus l'indice est élevé, plus le territoire est spécialisé dans cette activité.
Intérim	Sur la page "emploi salarié" : intérimaires inscrits dans les établissements de travail temporaire du territoire. Sur la page "intérim" : Estimation du nombre d'intérimaires en fin de mois ayant effectué leur missions chez les employeurs utilisateurs de main-d'œuvre du territoire. Obtenu à partir des déclarations mensuelles d'intérim des employeurs.

Zonages géographiques :

Bassin d'emploi	Zone définie par France Travail. Espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. Correspond à l'aire fonctionnelle des agences France Travail : en fonction de son lieu de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence France Travail qui couvre son bassin d'emploi. La Bretagne en compte 26.
ALE	Agence locale pour l'emploi. Zone définie par France Travail. Dans la plupart des bassins d'emploi, le bassin d'emploi correspond à une ALE. Les bassins les plus urbanisés comptent plusieurs ALE : il s'agit des bassins de Brest, Quimper, St-Brieuc, Lorient, Vannes et Rennes. La Bretagne compte 39 ALE.
Zone d'emploi	Zone définie par l'INSEE (2010). Espace géographique où la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lesquels les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. La Bretagne compte 18 zones d'emploi.
Zone SPEL	Service public de l'emploi local. Défini par la DGEFP (Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle). Implique les acteurs publics chargés de l'application de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle. La Bretagne compte 18 zones SPEL.
MDE	Maison de l'emploi. Mises en place dans le cadre du Plan de cohésion sociale (2004) sous la responsabilité des collectivités territoriales. Elles ne couvrent pas l'ensemble du territoire breton. La Bretagne en compte 14.

LA TENSION

Afin d'indiquer la difficulté de recrutement pour les entreprises, la Dares et France Travail proposent un indicateur de mesure des tensions sur le marché du travail. Il s'agit d'estimer, pour un métier donné et sur une zone géographique donnée, la difficulté ou non à recruter.

Remarque pour l'analyse :

Afin de mieux comprendre les facteurs à l'origine de difficultés éventuelles de recrutement pour les entreprises, France Travail et la Dares ont également élaboré six indicateurs d'éclairage complémentaires qu'il convient d'avoir en tête pour l'analyse :

- **L'intensité d'embauches** : plus les employeurs recrutent, plus ils ont à rechercher des candidats et à réitérer le processus, ce qui joue potentiellement sur les difficultés de recrutement. Cette dimension est abordée en rapportant le nombre d'offres d'emploi et de projets de recrutement à l'emploi moyen.
- **Des conditions de travail contraignantes** : des conditions de travail contraignantes peuvent rendre les recrutements plus difficiles. Un indicateur synthétique sur les conditions de travail est calculé à partir de la part de salariés subissant des contraintes physiques, des limitations physiques, des contraintes de rythme, du travail répétitif, des périodes de travail durant les jours non ouvrables ou en dehors des plages de travail habituelles et un morcellement des journées de travail.
- **La non-durabilité de l'emploi** : comme les conditions de travail, les conditions d'emploi interviennent dans l'attractivité du poste à pourvoir. Toutes choses égales par ailleurs, un contrat à durée déterminée est potentiellement moins attractif qu'un contrat à durée indéterminée. La non-durabilité des postes proposés est mesurée par l'inverse de la moyenne pondérée de la part des offres durables (contrats à durée indéterminée ou à durée déterminée de plus de 6 mois), de la part des offres à temps complet et de la part de projets de recrutement non saisonniers. Cet indicateur peut cependant avoir un effet ambigu sur la difficulté de recrutement car les employeurs recrutant en emplois durables peuvent se montrer plus exigeants dans leur processus de recrutement, et rencontrer de ce fait plus de difficultés.
- **Le manque de main-d'œuvre disponible** : recruter auprès d'un large vivier de demandeurs d'emploi est a priori plus aisé que dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre. Pour un métier donné, cet indicateur est construit en prenant l'opposé du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A rapporté à l'emploi moyen.
- **Le lien entre la spécialité de formation et le métier** : un décalage entre les compétences requises par les employeurs et celles dont disposent les personnes en recherche d'emploi peut alimenter les tensions. Pour approcher cette inadéquation, l'indicateur permet d'apprécier si le métier en question est difficile d'accès pour des personnes ne possédant pas la formation requise, à partir de la spécificité et de la concentration des spécialités de formation par métier.
- **L'inadéquation géographique** : la main-d'œuvre disponible peut être suffisante au niveau national mais si sa répartition géographique diffère fortement de celle des postes proposés, il peut y avoir des tensions localisées. L'indicateur mesurant l'inadéquation géographique est défini comme l'écart, en valeur absolue, de distribution géographique entre l'offre et la demande, selon l'indice de dissimilarité de Duncan et Duncan.

Sources statistiques et méthodes de calcul : L'approche développée par France Travail et la Dares vise à explorer toutes les dimensions des tensions sur le marché du travail.

Ces indicateurs sont construits dans la publication commune entre la Dares et France Travail est généralement publié pour la nomenclature des familles professionnelles (FAP 2009). France Travail a adapté cet indicateur afin qu'il soit disponible pour l'ensemble des métiers du ROME.

Accéder aux sources et méthodologies détaillées :

[Dares.travail-emploi.gouv.fr](https://dares.travail-emploi.gouv.fr) (nouvelle fenêtre)



EN SAVOIR
PLUS

FRANCETRAVAIL.ORG/REGIONS/BRETAGNE

→ RUBRIQUE « STATISTIQUES ET ANALYSES » :

Les chiffres trimestriels du marché du travail en Bretagne

Le marché du travail localisé par territoire

Le marché du travail par secteur d'activité

L'enquête « BMO » sur les Besoins en Main-d'Œuvre en Bretagne

Directeur de la publication
Angélique GOODALL

Directeurs de la rédaction
Anthony JEULAND, Nicolas MAXIME

Réalisation
Service Statistiques, Études et Évaluations

France Travail, Direction Régionale de Bretagne
36 rue de Léon
35000 Rennes

WWW.FRANCETRAVAIL.ORG

